



Communautés Européennes

TL 2939 FR

PARLEMENT EUROPÉEN

DOCUMENTS DE SEANCE

Edition en langue française

1988-89

1er juillet 1988

SERIE A

DOCUMENT A2-143/88

R A P P O R T

fait au nom de la commission politique
sur Timor-Oriental

Rapporteur : Mme Ien van den HEUVEL

WG(3)/6546F

PE 116.178/déf.
Or. It.

Série A: Rapports - Série B: Propositions de résolutions, Questions orales, Déclarations écrites etc. - Série C: Documents provenant d'autres institutions (p. ex. consultations)

★ = Consultation nécessitant une seule lecture

★★II = Procédure de coopération (Deuxième lecture) qui nécessite la majorité des membres effectifs

★★I = Procédure de coopération (Première lecture)

★★★ = Avis conforme qui nécessite la majorité des membres effectifs

Lors des séances énumérées ci-dessous, le Parlement européen a renvoyé à la commission politique, conformément à l'article 63 du règlement, les propositions de résolution suivantes :

- le 10 octobre 1985, la proposition de résolution déposée par MM. VANDEMEULEBROUCKE et KUIJPERS sur la terreur systématique exercée par l'armée indonésienne dans la partie orientale de l'île de Timor (doc. B2-927/85),
- le 9 décembre 1985, la proposition de résolution déposée par Mlle BROOKES sur les violations des droits de l'homme dans la partie orientale de l'île de Timor (doc. B2-1146/85),
- le 9 décembre 1985, la proposition de résolution déposée par M. VAN DER LEK sur Timor-Oriental (doc. B2-1150/85),
- le 13 janvier 1986, la proposition de résolution déposée par M. David MARTIN et Mme BUCHAN sur l'île de Timor-Oriental (doc. B2-1218/85),
- le 8 février 1988, la proposition de résolution déposée par M. TELKÄMPER et autres signataires sur la détention, en Indonésie, d'Antonio Gonçalves, ressortissant de Timor-Oriental (doc. B2-1510/87).

Au cours de sa réunion du 4 novembre 1987, la commission politique a décidé d'établir un rapport et a nommé Mme van den Heuvel rapporteur.

Au cours de ses réunions des 25 février 1988, 23 mars 1988 et 26 avril 1988, la commission a examiné le projet de rapport.

Elle a adopté l'ensemble de la proposition de résolution le 23 juin 1988 par 15 voix contre 10 et 1 abstention.

Ont participé au vote : M. Coste-Floret (président doyen d'âge) ; Mme van den Heuvel (rapporteur) ; MM. Aboim Inglez (suppléant M. Galluzzi), Arndt (suppléant M. Hänsch), Bardong (suppléant M. Antoniozzi), Barros Moura (suppléant M. Perez Royo), Mme Charzat, MM. Condesso (suppléant M. De Gucht), Crusol (suppléant M. Saby), Habsburg, Mme Lenz, MM. Madeira (suppléant M. Amadei), Medina Ortega, Mertens (suppléant M. Estgen), Moran Lopez, Newens, Partrat (suppléant M. Pflimlin), Penders, Pirkel (suppléant M. Blumenfeld), Plaskovitis, Sakellariou (suppléant M. Ford), Scott-Hopkins (suppléant Lord Bethell), Staes (suppléant M. van der Lek), Walter, Wawrzick (suppléant M. Klepsch) et Welsh.

Le rapport a été déposé le 30 juin 1988.

Le délai de dépôt des amendements sera indiqué dans le projet d'ordre du jour de la période de session au cours de laquelle le rapport sera examiné.

S O M M A I R E

	<u>Page</u>
A. PROPOSITION DE RESOLUTION	5
B. EXPOSE DES MOTIFS	9
 ANNEXE I : Sources d'information utilisées par le rapporteur	 15
ANNEXE II : Proposition de résolution déposée par MM. VANDEMEULEBROUCKE et KUIJPERS sur la terreur systématique exercée par l'armée indonésienne dans la partie orientale de l'île de Timor (doc. B2-927/85)	17
ANNEXE III : Proposition de résolution déposée par Mlle BROOKES sur les violations des droits de l'homme dans la partie orientale de l'île de Timor (doc. B2-1146/85)	19
ANNEXE IV : Proposition de résolution déposée par M. van der LEK sur Timor-Oriental (doc. B2-1150/85)	21
ANNEXE V : Proposition de résolution déposée par M. David MARTIN et Mme BUCHAN sur l'île de Timor-Oriental (doc. B2-1218/85)	23
ANNEXE VI : Proposition de résolution déposée par M. TELKAMPER et autres signataires sur la détention, en Indonésie, d'Antonio Gonçalves, ressortissant de Timor-Oriental (doc. B2-1510/87)	25

La commission politique soumet au vote du Parlement européen, sur la base de l'exposé des motifs ci-joint, la proposition de résolution suivante :

A.

PROPOSITION DE RESOLUTION

sur Timor-Oriental

Le Parlement européen,

- vu la proposition de résolution sur la situation à Timor-Oriental approuvée par lui le 10 juillet 1986 (doc. B2-591/86) (1),
 - vu sa résolution sur l'occupation illégale et illégitime de Timor-Oriental par l'Indonésie adoptée à l'unanimité par l'Assemblée paritaire ACP/CEE, le 10 octobre 1987 à Lisbonne, Portugal (JO n° C 50 du 22.2.88, p. 51),
 - vu les propositions de résolution suivantes :
 - la proposition de résolution déposée par MM. VANDEMEULEBROUCKE et KUIJPERS sur la terreur systématique exercée par l'armée indonésienne dans la partie orientale de l'île de Timor (doc. B2-927/85),
 - la proposition de résolution déposée par Mlle BROOKES sur les violations des droits de l'homme dans la partie orientale de l'île de Timor (doc. B2-1146/85),
 - la proposition de résolution déposée par M. van der LEK sur le Timor-Oriental (doc. B2-1150/85),
 - la proposition de résolution déposée par M. David MARTIN et Mme BUCHAN sur l'île de Timor-Oriental (doc. B2-1218/85),
 - la proposition de résolution déposée par M. TELKÄMPER et autres signataires sur la détention, en Indonésie, d'Antonio Gonçalves, ressortissant de Timor-Oriental,
 - vu le rapport de la commission politique (doc. A2-143/88),
- A. considérant que le territoire de Timor-Oriental est illégalement annexé depuis 1975 et que l'Indonésie continue d'occuper ce territoire par la force au prix d'un grand nombre de victimes et de destructions massives,
- B. considérant que cette occupation a été condamnée non seulement par l'Assemblée générale des Nations unies et par l'Assemblée des pays non alignés, mais également par l'Union interparlementaire et de nombreuses organisations internationales à caractère politique, humanitaire ou religieux,
- C. considérant que les droits de l'homme continuent à être gravement violés, ce dont témoignent les emprisonnements arbitraires, les déportations, les déplacements forcés de population, les mauvais traitements, les tortures, les condamnations à mort et les exécutions, les restrictions imposées à la circulation des personnes et du courrier, les violations de domicile, la suppression du droit de réunion et du droit à la liberté d'expression et les restrictions à la liberté religieuse,

(1) JO n° C 227 du 10.7.1986, p. 124

- D. considérant qu'il a été porté atteinte à l'identité culturelle de la population de Timor-Oriental,
 - E. considérant que la liberté de culte laisse à désirer et que, notamment, l'Eglise catholique se plaint des restrictions apportées à ses libertés,
 - F. considérant que la population de Timor-Oriental ne peut exercer son droit à l'autodétermination,
 - G. considérant qu'un pourcentage très élevé de la population rejette la présence de l'Indonésie à Timor-Oriental,
 - H. considérant que, conformément à l'article 297 de sa Constitution, le Portugal continue, en application des responsabilités qui lui incombent aux termes du droit international, à promouvoir et à garantir le droit à l'indépendance de Timor-Oriental,
 - I. considérant que, depuis l'adhésion du Portugal à la Communauté européenne, les institutions de cette Communauté assument davantage encore que par le passé une responsabilité particulière à l'égard de la population de Timor-Oriental,
 - J. considérant qu'un certain nombre d'Etats membres de la Communauté continuent d'autoriser l'exportation d'équipements militaires à destination de l'Indonésie, sans tenir compte du fait que ce pays occupe illégalement Timor-Oriental et y poursuit des opérations militaires,
1. condamne l'occupation de Timor-Oriental par l'Indonésie et confirme le droit à l'autodétermination du peuple de Timor-Oriental ;
 2. défend le droit du peuple de Timor-Oriental à sauvegarder, développer et affirmer son identité culturelle, linguistique et religieuse qui découle de son histoire propre et condamne l'action planifiée et systématique de l'Indonésie qui vise à la détruire ;
 3. réproouve la politique indonésienne qui interdit à tout visiteur indépendant étranger d'examiner les conditions qui prévalent dans ce pays et de vérifier les rapports sur les violations des droits de l'homme ;
 4. invite le gouvernement indonésien à autoriser les organismes d'aide internationale ainsi que les organisations des droits de l'homme à pénétrer sur le territoire de Timor-Oriental et à leur accorder une entière liberté de mouvement ;
 5. fustige les violations continues des droits de l'homme perpétrées à Timor-Oriental par les troupes indonésiennes d'occupation ainsi que par les formations paramilitaires et civiles dépendantes des autorités indonésiennes ;
 6. insiste auprès du gouvernement indonésien pour qu'il respecte les dispositions internationales en matière de droits de l'homme à Timor-Oriental ;
 7. invite les Etats membres de la Communauté européenne à mener une action politique qui contribue au retrait des troupes indonésiennes de Timor-Oriental ainsi qu'au respect des droits fondamentaux de la population, y compris le droit à l'autodétermination, et à appuyer les efforts déployés par le Secrétaire général des Nations unies pour atteindre ces objectifs ;

8. invite le Secrétaire Général des Nations unies à consulter, dans le cadre des efforts qu'il déploie pour trouver une solution, non seulement le Portugal et l'Indonésie, mais également des représentants du peuple de Timor-Oriental ;
9. invite tous les gouvernements de la Communauté à mettre un terme aux ventes d'équipements militaires à l'Indonésie jusqu'à ce qu'il soit mis fin à l'occupation illégale de Timor-Oriental ;
10. invite le Conseil des ministres à prendre les initiatives nécessaires pour que, après une période transitoire, un référendum puisse être organisé afin de permettre à la population de choisir librement l'avenir de Timor-Oriental ;
11. souhaite que le Portugal, en tant que "puissance administrative" selon les normes du droit international, et selon la Constitution portugaise, puisse jouer le rôle actif qui lui incombe pour garantir l'application du droit à l'autodétermination du peuple de Timor-Oriental et appuie les efforts que consentent les autorités portugaises à cette fin ;
12. insiste auprès du Conseil de ministres pour qu'il prenne contact avec l'ensemble des parties concernées par le conflit, et notamment avec les représentants de la communauté de Timor-Oriental, et qu'il fasse rapport au Parlement sur les progrès de ses initiatives ;
13. invite toutes les institutions de la Communauté à tenir compte de la situation à Timor-Oriental ainsi que de la présente résolution, dans le contexte des relations qui se développent entre la CEE et l'ANASE ;
14. demande à la Commission d'aborder le problème de la situation à Timor-Oriental dans le cadre des contacts qu'elle entretient avec les autorités indonésiennes ;
15. demande instamment à la Commission d'apporter une aide appropriée tant à Timor-Oriental qu'aux camps de réfugiés situés au Portugal et cela en coopération avec les autorités portugaises et les organismes d'aide ;
16. demande à la Commission de faire rapport dans un délai de six mois sur cette question ;
17. charge son Président de transmettre la présente résolution au Conseil et à la Commission, ainsi qu'aux organisations des Nations unies, à l'Assemblée des pays non alignés, au gouvernement indonésien et au gouvernement australien.

EXPOSE DES MOTIFSA. Introduction

"N'oublions pas non plus notre responsabilité résultant de l'administration du territoire de Macao et l'importance de la présence culturelle portugaise dans la région du sud-est asiatique. Dans ce contexte, je ne puis m'empêcher de déplorer la situation dramatique dans laquelle est toujours plongé Timor-Oriental, où sont violées les règles les plus élémentaires de la cohabitation entre les nations et les droits fondamentaux de l'homme.

Le Portugal n'est pas prêt à abandonner Timor-Oriental à son sort et attend que les institutions européennes, et ce Parlement en particulier, accordent à ce problème toute l'attention et l'intérêt qu'il mérite."

(Allocution prononcée par M. Soares, président de la République du Portugal devant le Parlement européen le 9 juillet 1987).

Dès qu'on les interroge, les représentants de certains partis politiques portugais (cf. les personnes rencontrées par le rapporteur et les documents consultés, annexe I) reconnaissent sans détour que, durant un certain nombre d'années, le Timor-Oriental n'a pas suscité un très vif intérêt politique.

Au nombre des explications avancées pour justifier cette situation, figurent notamment les innombrables problèmes politiques auxquels était confronté le Portugal après la révolution des œillets du 25 avril 1974. Depuis lors cependant, cette île située dans l'Asie du Sud-est bénéficie à nouveau de toute l'attention requise.

Les hommes politiques y compris le Président ne laissent échapper aucune occasion de souligner que le Portugal se sent responsable du sort de Timor-Oriental, que l'occupation par l'Indonésie est intolérable et qu'il convient de tout mettre en oeuvre pour permettre au peuple de Timor-Oriental de décider en toute liberté de son propre avenir.

Il reste cependant à préciser dans quelle mesure la formule mentionnée dans le programme gouvernemental du gouvernement portugais actuel qui parle d'une "solution digne" du problème qui - selon une déclaration gouvernementale récente - garantirait "la sauvegarde de l'identité culturelle et religieuse du peuple de Timor et la sauvegarde de l'héritage culturel portugais sur le territoire" implique un changement d'attitude.

B. L'occupation par l'Indonésie

C'est le 7 décembre 1975 que les troupes indonésiennes ont occupé Timor-Oriental après que le conflit qui opposait l'UDT (Union Démocratique de Timor-Oriental), d'une part, et l'ASDT (le parti social démocrate), d'autre part, se soit terminé à l'avantage de cette dernière organisation. Auparavant, le gouvernement indonésien avait tenté de pousser les uns contre les autres les différents partis et groupements constitués surtout sur des bases ethniques, mais cette tentative avait avorté. Ceux-ci se rassemblèrent au sein du Fretilin.

Le rapporteur a rencontré des représentants de ces organisations qui ont unanimement déclaré que la lutte pour le droit à l'autodétermination du peuple de Timor-Oriental bénéficiait de leur priorité absolue. Ces deux organisations ont plaidé en faveur d'une consultation populaire à Timor-Oriental portant sur la forme future de l'Etat et ont annoncé vouloir en respecter intégralement l'issue, quel qu'en soit le résultat.

La population se sentait menacée par l'Indonésie. Bien que le gouvernement indonésien, ait au début, assuré :

1. que l'indépendance de chaque pays relève du droit de chaque nation et qu'il n'y a pas d'exception pour le peuple de Timor ;
2. que le gouvernement ainsi que le peuple indonésien n'ont nullement l'intention d'accroître ou d'étendre leur territoire ;
3. que, quel que soit à l'avenir le gouvernement dont se doterait Timor après l'indépendance, celui-ci pourrait être assuré que le gouvernement indonésien s'efforcera toujours de maintenir de bonnes relations avec lui" (lettre adressée à Ramos Horta, le 17 juin 1974),

ses préoccupations face à la naissance d'un Etat indépendant à la lisière de son territoire se firent de plus en plus vives.

Il craignait que cette situation ne stimule à nouveau d'autres mouvements locaux de libération, notamment à Atjeh et en Irian.

Il répandit des accusations sur les agissements du Fretilin qui, en réalité, étaient sans fondement. Le Fretilin n'a jamais eu recours à la terreur, au contraire, il a pris en charge le développement des campagnes et créé notamment un grand nombre d'écoles et de centres sanitaires. Ce système était primitif mais a rencontré un succès raisonnable. De surcroît, le Fretilin n'exigeait pas une indépendance immédiate, mais il se déclarait disposé à accepter une période transitoire de cinq à sept ans sous souveraineté portugaise.

C. L'invasion indonésienne

L'attaque indonésienne du 7 décembre 1975 ne fut pas une surprise pour Timor-Oriental. Les militaires indonésiens occupèrent certaines villes côtières mais ne réussirent pas à pénétrer plus avant dans le territoire. Le 25 décembre déjà, la première attaque fut suivie par une deuxième d'une ampleur beaucoup plus grande qui, toutefois, n'a pas non plus donné le résultat escompté. De plus en plus de troupes et de matériel devaient constamment être envoyés vers l'île pour lutter contre les combattants du Fretilin qui surgissaient à tout instant. La population, qui soutenait dans sa majorité le Fretilin, fut victime des exactions meurtrières et des saccages perpétrés par l'armée indonésienne.

Le Portugal a soulevé la question aux Nations unies parce qu'il considérait l'attaque indonésienne comme une violation de la souveraineté portugaise (la République de Timor-Oriental n'était encore reconnue que par un très petit nombre de pays). Le Conseil de sécurité a condamné l'intervention indonésienne et demandé le retrait des troupes ainsi que l'ouverture de négociations. Au mois de janvier 1976, le diplomate des Nations unies Guicciardi a voulu enquêter sur la situation à Timor-Oriental, mais les autorités indonésiennes ont bloqué ses efforts.

La question fut resoumise au Conseil de sécurité qui réitéra son appel en faveur d'un arrêt de la violence militaire indonésienne et du droit à l'autodétermination des habitants de Timor-Oriental. Au mois d'août, l'Indonésie fut également condamnée par la Conférence des pays non alignés.

L'Indonésie s'est moquée des protestations internationales et a tranquillement poursuivi l'annexion de Timor-Oriental. Un parlement fut nommé pour donner une apparence de légitimité à l'annexion. Cependant, il était difficile de dissimuler combien la situation réelle était lamentable. La lutte avait pris la forme classique de la guérilla.

De plus en plus d'informations commençaient à percer sur la gravité des conséquences de cette guerre pour la population civile. En 1976 déjà, divers rapports parlaient de 60.000 morts au moins. Peu à peu, la résistance du Fretilin faiblissait en raison de la durée de la guerre et de l'absence d'aide extérieure. Après deux ans de lutte, l'Indonésie opta pour une autre tactique. Pour isoler la guérilla, la population fut rassemblée dans des camps autour des villes. Les territoires évacués furent systématiquement bombardés jusqu'à leur destruction totale. Les conséquences furent désastreuses. Le sol ne pouvait plus être cultivé ce qui entraîna une immense famine. Certes, le Fretilin en fut tellement affaibli que les Indonésiens estimèrent que la situation était devenue suffisamment sûre pour autoriser la Croix Rouge et le Catholic Relief Service américain à y pénétrer. Il est difficile d'évaluer le nombre total des victimes qui sont décédées d'une manière ou d'une autre à la suite de l'intervention indonésienne. Une comparaison aussi précise que possible de tous les chiffres disponibles indique que le nombre de victimes doit se situer entre 130.000 et 300.000 morts soit 1/5 à 1/3 de l'ensemble de la population ce qui range Timor-Oriental dans la même catégorie de tragédies que le Biafra et le Cambodge.

D. Développements récents

Jusqu'en 1983, Les Nations unies ont, chaque année, adopté une résolution condamnant l'Indonésie pour sa politique à Timor-Oriental.

En 1983, l'Indonésie s'est résolue à engager des négociations avec le Fretilin. Au mois de mars, des discussions furent entamées entre le colonel Purwanto, le commandant indonésien, et le dirigeant du Fretilin Xanana Gusmao, discussions qui conduisirent à un cessez-le-feu.

Les négociations furent interrompues au mois de septembre 1983 et la lutte reprise peu après. La décision de tenter à nouveau de briser l'opposition par des moyens militaires fut indubitablement influencée par le nouveau commandant en chef indonésien, le général Murdani qui avait été associé à l'invasion de Timor-Oriental dès le début des hostilités.

Depuis 1984, la situation s'est peu améliorée à Timor-Oriental. Il y est question d'une répression permanente exercée par les troupes indonésiennes. Régulièrement, des informations filtrent sur de graves violations des droits de l'homme. On estime que quelques centaines de guérilleros du mouvement de résistance Fretilin se maintiennent dans les montagnes. Ils ont réussi à établir une liaison par radio avec l'Australie de telle sorte que leur isolement est quelque peu rompu. Cependant, le Fretilin ne constitue pas une grave menace militaire pour les Indonésiens. Par contre, il semble que l'armée indonésienne ne soit pas en mesure d'éliminer complètement le Fretilin. La population est victime de cette impasse.

L'Indonésie s'efforce de renforcer l'annexion de Timor-Oriental par la mise en place de programmes de développement de grande ampleur. De nombreuses écoles sont installées, des routes construites et la production alimentaire s'est améliorée bien qu'il soit permis d'émettre certains doutes sur la validité des chiffres élevés publiés en la matière par l'Indonésie.

Quoi qu'il en soit, la famine n'y règne plus comme c'était le cas à la fin des années 70 et au début des années 80. Une partie de l'île est mise en culture pour y cultiver des produits d'exportation, notamment le café, au bénéfice de sociétés qui sont liées à l'armée indonésienne. Des journalistes et des diplomates sélectionnés sont invités de temps en temps pour admirer les progrès enregistrés.

Selon les informations disponibles, il est permis de croire que la population locale s'efforce de préserver son identité propre et ne veut pas se laisser "indonésianniser", ce qui ressort notamment du rôle grandissant joué par l'église catholique. En quelques années, le nombre de catholiques recensés est passé de 30 % à 80 % de la population. A cet égard, il faut signaler que quiconque se déclare sans religion en Indonésie est immédiatement considéré comme "communiste".

L'évêque de Timor-Oriental en assume une grande part de responsabilité. L'église s'efforce dans toute la mesure du possible d'offrir une certaine protection. Le Vatican et l'évêque ont condamné en termes très durs les violations des droits de l'homme. En 1985, Amnesty International a lancé une campagne contre la violation des droits de l'homme à Timor-Oriental.

Que la population locale s'unit contre les Indonésiens ressort également de la coopération politique qui s'est récemment instaurée entre le Fretilin et l'UDT, l'Union démocratique de Timor-Oriental. L'UDT, un petit parti composé de commerçants et de fonctionnaires a longtemps prôné l'annexion par l'Indonésie, mais aujourd'hui, elle appuie les efforts déployés par le Fretilin en faveur de l'autodétermination.

Depuis 1982, l'Assemblée générale des Nations unies a, à plusieurs reprises, différé l'examen de la question de Timor-Oriental parce que des négociations étaient engagées entre l'Indonésie et le Portugal. Cependant, ces négociations sont extraordinairement lentes et négligent les questions politiques les plus importantes.

Certaines ex-colonies portugaises africaines ont fait en sorte que Timor-Oriental figure à l'ordre du jour du mouvement des pays non alignés. L'Indonésie briguant la direction de ce mouvement, il s'agit là d'une question sensible.

D. Un problème pour la Communauté

Comme nous l'avons dit, il y a au Portugal un intérêt politique extrêmement vif pour le problème de Timor-Oriental. Le rapporteur fut notamment témoin d'une collecte de grande envergure organisée à la télévision en faveur des réfugiés de Timor-Oriental. Cette question a de surcroît joué un certain rôle lors de la campagne électorale du 12 juillet 1987 au cours de laquelle pratiquement tous les partis ont souligné qu'il était indispensable de trouver une solution au problème de Timor-Oriental. Une commission spéciale du parlement portugais a émis un avis unanime dans lequel elle insiste pour que la population de Timor-Oriental jouisse du libre choix.

La responsabilité de la Communauté européenne face au problème de Timor-Oriental n'en est que plus grande.

Il semble dès lors très urgent que le Parlement se prononce sur cette question et favorise une solution politique acceptable pour le peuple de Timor-Oriental.

Pour rédiger le présent rapport, le rapporteur a utilisé les informations suivantes :

- Report presented by the eventual commission for the following up of the situation in East-Timor (nov. 1986) du Parlement portugais,
- Les rapports d'Amnesty International,
- Country's reports on Human Rights Practices du département d'Etat,
- Timor Link,
- Les informations fournies par l'ambassade indonésienne à Bruxelles,
- Les publications de diverses organisations non gouvernementales.

A Lisbonne, le rapporteur a eu des entretiens avec :

- l'ex-président portugais Eanes,
- des représentants du Fretilin,
- des représentants de l'UDT,
- des représentants de "A Paz é Possível em Timor Leste",
- des membres de la commission parlementaire du parlement portugais.

En outre, le rapporteur s'est rendu dans la banlieue de Lisbonne où il a visité certains camps de réfugiés ainsi que des pensions de réfugiés destinées aux habitants de Timor-Oriental et il s'est entretenu avec certains représentants des habitants.

PROPOSITION DE RESOLUTION déposée par les députés VANDEMEULEBROUCKE et KUIJPERS conformément à l'article 47 du règlement sur la terreur systématique exercée par l'armée indonésienne dans la partie orientale de l'île de Timor (doc. B2-927/85)

Le Parlement européen,

- A. vu les relations répétées d'une terreur systématique exercée par l'armée indonésienne dans la partie orientale de l'île de Timor,
 - B. attendu que la partie orientale de Timor, administrée jusqu'en 1975 par le Portugal, fut alors déclarée indépendante par l'un des deux partis nationalistes, le Fretilin, mais ensuite occupée par l'Indonésie,
 - C. attendu que cette situation suscita, à l'époque, des protestations des Nations unies,
 - D. vu le copieux dossier rassemblé par Amnesty International sur des violations flagrantes des droits de l'homme commises, dans la partie orientale de Timor, par les troupes indonésiennes, en dépit de l'amnistie, accordée en 1977, aux combattants du Fretilin qui se rendraient,
 - E. attendu que les vagues successives de répression de 1980, 1981, 1983, 1984 ..., ont conduit à des arrestations massives, des supplices, des exécutions et des disparitions,
 - F. vu les rapports selon lesquels dans l'île d'Atauro, aménagée en une espèce de prison, seraient détenus un grand nombre de femmes et d'enfants et que, durant la période comprise entre juin 1981 et mai 1982, 200 personnes y seraient mortes de sous-alimentation ou de la malaria,
 - G. attendu que récemment encore des personnes ont été martyrisées ou mises à mort par les troupes indonésiennes dans la partie orientale de Timor,
 - H. vu la Déclaration universelle des droits de l'homme,
1. proteste énergiquement auprès des autorités indonésiennes contre les tortures, les assassinats et les disparitions enregistrés dans la partie orientale de Timor ;
 2. demande aux autorités indonésiennes une enquête rigoureuse sur la situation qui règne dans la partie orientale de Timor et le châtement des auteurs de tous les actes de violence ;
 3. exige le droit pour tous les prisonniers détenus dans la partie orientale de Timor à un procès honorable et la libération immédiate de tous les prisonniers à charge desquels aucune faute grave ne peut être prouvée ;
 4. charge son Président de transmettre la présente résolution aux ministres des Affaires étrangères se réunissant dans le cadre de la coopération politique ainsi qu'aux autorités indonésiennes.

PROPOSITION DE RESOLUTION déposée par Mlle BROOKES conformément à l'article 47 du règlement sur les violations des droits de l'homme dans la partie orientale de l'île de Timor (doc. B2-1146/85)

Le Parlement européen,

- vu le débat actuel sur les droits de l'homme,
 - vu la proposition de résolution déposée par les députés Vandemeulebroucke et Kuijpers sur la terreur que fait régner l'armée indonésienne dans la partie orientale de l'île de Timor (doc. B2-927/85),
 - vu la proposition de résolution déposée par M. Lomas sur les réfugiés de la province indonésienne d'Irian Jaya (doc. B2-605/84),
 - vu les efforts répétés d'Amnesty International afin d'attirer l'attention publique sur les violations des droits de l'homme perpétrées dans la partie orientale de l'île de timor et ailleurs par l'armée indonésienne,
- A. conscient du fait que la torture systématique, les disparitions et les assassinats arbitraires de nombreux prisonniers dans la partie orientale de l'île de Timor, perpétrés par les troupes indonésiennes depuis l'annexion, en 1976, continuent en dépit des efforts poursuivis au niveau international afin de mettre fin à ces pratiques,
- B. conscient du fait que les organisations humanitaires telles que la Croix-Rouge et Amnesty International se voient compliquer, voire interdire l'accès aux prisons et aux tribunaux,
- C. certain que le gouvernement indonésien est parfaitement au courant de ces violations des droits de l'homme, et n'ignore pas que celles-ci sont condamnées par le monde extérieur,
- D. persuadé que la pression exercée par les pays qui fournissent une aide au développement et achètent de grandes quantités de produits indonésiens, tels que les Etats membres de la CEE, pourrait influencer bénéfiquement sur l'attitude du gouvernement indonésien face à la situation prévalant dans la partie orientale de l'île de Timor,
1. invite la Commission à prendre ces faits en considération lors de l'élaboration de sa future politique de développement ;
 2. demande que des considérations relatives aux problèmes des droits de l'homme soient incluses dans tout nouvel accord commercial entre la CEE et l'Indonésie ;
 3. charge son Président de transmettre la présente résolution à la Commission, au Conseil et aux autorités indonésiennes.

PROPOSITION DE RESOLUTION déposée par M. van der LEK conformément à l'article 47 du règlement sur Timor-Oriental (doc. B2-1150/85)

Le Parlement européen,

- A. considérant que l'Indonésie occupe illégalement et brutalement, depuis décembre 1975, le territoire de Timor-Oriental, où un grand nombre de victimes et des destructions importantes sont à déplorer,
- B. considérant que le Portugal considère le Timor-Oriental comme un territoire portugais et s'est imposé constitutionnellement de promouvoir l'autonomie de ce territoire,
- C. considérant que depuis un certain temps déjà des pourparlers sont engagés, sous le contrôle du secrétaire des Nations unies, entre le Portugal et l'Indonésie, sans participation de véritables représentants du peuple du Timor-Oriental,
- D. considérant que le Portugal sera, au 1er janvier 1986, membre de la Communauté européenne,
- E. condamnant la politique indonésienne qui vise à isoler le Timor-Oriental du monde extérieur en refusant l'accès à ce territoire, en limitant la liberté de mouvement des organisations internationales d'aide et en empêchant la communauté internationale de prendre connaissance en toute indépendance des souhaits de la population du Timor-Oriental,
- F. condamnant la violation permanente des droits de l'homme par les troupes qui occupent le Timor-Oriental, et consterné par la décision de la commission des droits de l'homme des Nations unies de ne pas examiner, au cours de sa session de 1985, la situation de ce territoire,
- G. déplorant l'absence de pressions réelles de la part des membres de l'IGGI (groupe intergouvernemental sur l'Indonésie) en vue d'amener le gouvernement indonésien à respecter les droits à l'indépendance, à la liberté et à la justice de la population du Timor-Oriental,
1. estime que la Communauté européenne doit faire tout ce qui est en son pouvoir pour que ce concrétisent les droits de la population du Timor-Oriental à l'autodétermination ;
2. invite le gouvernement indonésien :
 - à respecter les droits de la population du Timor-Oriental à l'autodétermination et à mettre fin à l'occupation de ce territoire,
 - à cesser immédiatement les hostilités contre les habitants du Timor-Oriental et à engager des négociations avec les représentants de la population de ce territoire,

- à respecter les droits de l'homme et à établir des conditions acceptables par la communauté internationale en ce qui concerne l'accès et les activités d'organisation d'aide et de développement, ainsi que de visiteurs, de journalistes et de diplomates indépendants ;
- 3. invite les Etats membres de la Communauté européenne et les participants à la conférence de l'IGGI à mettre en oeuvre des moyens de pression efficaces afin que le gouvernement indonésien cesse de violer les droits de l'homme, mette fin à l'isolement du territoire et respecte le droit à l'autodétermination du peuple du Timor-Oriental ;
- 4. invite les Etats membres de la Communauté européenne et les participants à la conférence de l'IGGI à exiger que les représentants du peuple du Timor-Oriental, parmi lesquels le Fretilin, participent à part entière à toutes les négociations sur l'avenir de ce territoire ;
- 5. invite, en particulier, le Portugal à faire tout ce qui est en son pouvoir pour réaliser l'autodétermination du peuple du Timor-Oriental ;
- 6. invite la Commission à examiner la question du statut de nationalité de la population du Timor-Oriental en droit portugais et en droit international, ainsi que les conséquences qui en découlent pour l'implication de la Communauté européenne dans le conflit relatif au Timor-Oriental après l'adhésion du Portugal.

PROPOSITION DE RESOLUTION déposée par M. MARTIN et Mme BUCHAN conformément à l'article 47 du règlement sur l'île de Timor-Oriental (doc. B2-1218/85)

Le Parlement européen,

- A. considérant que l'adhésion imminente du Portugal à la CEE devrait attirer l'attention du Parlement sur le sort des anciennes colonies portugaises,
 - B. considérant que l'île de Timor-Oriental a été illégalement annexée par l'Indonésie en 1976,
 - C. considérant que l'occupation du Timor-Oriental par les troupes indonésiennes a été constamment condamnée par l'Assemblée générale ainsi que par le Conseil de sécurité des Nations unies,
 - D. considérant que 60.000 habitants au moins de cette île ont été tués au cours des trois mois qui ont suivi l'invasion indonésienne,
 - E. considérant que les forces d'occupation ont utilisé des villageois du Timor-Oriental comme boucliers humains au cours d'opérations contre les forces du Frétilin,
 - F. considérant qu'Amnesty International a fait part de ses préoccupations quant aux "disparitions", exécutions sommaires, tortures, conditions de détention cruelles et inhumaines et incarcérations sans chef d'inculpation ni procès,
- 1. condamne l'occupation illégale de l'île de Timor-oriental par les forces indonésiennes ;
 - 2. demande aux ministres des Affaires étrangères de la CEE se réunissant dans le cadre de la coopération politique de faire pression sur le gouvernement indonésien pour qu'il mette fin aux violations des droits de l'homme au Timor-Oriental et qu'il respecte les décisions des Nations unies ;
 - 3. invite la Commission à examiner la question des relations commerciales et de l'aide de la Communauté à l'Indonésie afin de faire pression sur le gouvernement indonésien ;
 - 4. charge son Président de transmettre la présente résolution à la Commission, au Conseil ainsi qu'au gouvernement indonésien.

PROPOSITION DE RESOLUTION (doc. B2-1510/87), déposée par MM. TELKÄMPER, von NOSTITZ, van der LEK et von UEXKOLL, conformément à l'article 63 du règlement, sur la détention, en Indonésie, d'Antonio Gonçalves, ressortissant de Timor-Oriental

Le Parlement européen,

- A. rappelant qu'en 1975, l'Indonésie a annexé l'ancienne colonie portugaise de Timor oriental au terme d'une invasion armée qui a coûté la vie à quelque 200.000 des 700.000 habitants du territoire,
- B. considérant que depuis lors, cette partie de l'île de Timor est pratiquement coupée du monde extérieur,
- C. rappelant qu'en septembre 1986, les services de sécurité indonésiens ont arrêté à Djakarta Antonio Gonçalves, étudiant natif de Timor oriental, et deux de ses amis, soupçonnés d'avoir transmis illégalement à l'étranger des informations sur la situation dans ce territoire sans contact avec l'extérieur,
- D. rappelant que les autorités ont libéré ces étudiants le 11 octobre sur les instances de la communauté internationale,
- E. considérant qu'ils s'étaient réfugiés le 20 octobre, en compagnie d'une quatrième personne, à l'ambassade des Pays-Bas pour échapper à de nouvelles poursuites,
- F. considérant qu'ils avaient, depuis cette ambassade, demandé au Portugal, pays qui n'entretient pas de relations diplomatiques avec l'Indonésie, de leur accorder l'asile politique,
- G. considérant que les Néerlandais ont toutefois menacé de faire évacuer l'ambassade, au lieu de les aider, et que les autorités indonésiennes ont refusé catégoriquement de les autoriser à quitter le pays,
- H. considérant que ces étudiants ont quitté l'ambassade le 22 octobre,
- I. considérant que depuis, ils vivent chez un ami, qu'ils sont constamment sous la surveillance de la police et qu'ils reçoivent souvent des menaces de mort par téléphone,
- K. considérant qu'ils ne peuvent échapper à une nouvelle arrestation si la communauté internationale se désintéresse de leur sort,
1. invite sa délégation pour les relations avec les pays membres de l'ANASE à s'associer aux démarches internationales visant à obtenir, pour ces personnes, l'autorisation de quitter le pays et à intervenir en faveur d'Antonio Gonçalves au cours de ses entretiens avec les représentants gouvernementaux indonésiens ;
2. invite le gouvernement indonésien à autoriser Antonio Gonçalves à quitter le pays ;
3. charge son Président de transmettre la présente résolution au Conseil, à la Commission, au gouvernement indonésien ainsi qu'à l'Association pour les peuples menacés.